

Unité départementale de la Moselle
5 rue Charles Le Payen
CS 50551
POLYGONE - bâtiment GH
57036 Metz

Metz, le 11/04/2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 30/01/2025

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

SEPE DE FRESNES EN SAULNOIS

22 Rue de Palestro
75002 Paris

Références : FRESNES-EN-SAULNOIS_PE-FRESNES_2025-04-10_RAPVI_MED_EAM_01239
Code AIOT : 0006209319

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 30/01/2025 dans l'établissement SEPE DE FRESNES EN SAULNOIS implanté CHEMIN DE LA REINE 57170 Fresnes-en-Saulnois. L'inspection a été annoncée le 14/01/2025. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La visite d'inspection du 30 janvier 2025 s'inscrit dans le cadre de l'action régionale "suivi des échéances".

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- SEPE DE FRESNES EN SAULNOIS
- CHEMIN DE LA REINE 57170 Fresnes-en-Saulnois

- Code AIOT : 0006209319
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

Le parc éolien de Fresnes-en-Saulnois est constitué de 5 éoliennes de 100 m de hauteur de mât, d'une hauteur totale de 145 m et de puissance unitaire de 2,3 MW, ainsi que d'un poste de livraison électrique. Il bénéficie du régime de l'antériorité au titre de la rubrique 2980 de la législation des installations classées pour la protection de l'environnement et est à ce titre soumis aux prescriptions de l'arrêté ministériel de prescriptions générales du 26 août 2011. Il est aussi soumis aux prescriptions de l'arrêté ministériel du 10 octobre 2010 relatif à la prévention des risques accidentels au sein des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation.

Contexte de l'inspection :

- Suite à mise en demeure
- Suite à sanction

Thèmes de l'inspection :

- Risque surpression/projection

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Détection de glaces	AP de Mise en Demeure du 06/04/2023, article 3	Astreinte	0 jour
3	Gestion des déchets dangereux	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 20 (partiel)	Mise en demeure, déchets	3 mois
4	Capacité de rétention	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article art 25-I	Demande d'action corrective	1 mois
5	Gestion des produits stockés	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 25-II (partiel) et 49 (partiel)	Demande de justificatif à l'exploitant, Mise en demeure, produits chimiques	3 mois
6	Contrôle des brides de fixation	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 18-I (partiel)	Mise en demeure, respect de prescription	3 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
2	Consignes de sécurité	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 22 (partiel)	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'inspection des installations classées (l'inspection) a constaté les éléments suivants :

- Chaque éolienne du parc n'est pas équipée d'un système de détection de glace. La société avait déjà été mise en demeure en 2023 d'équiper ses éoliennes d'un tel système, et une astreinte administrative journalière avait été prononcée. Une liquidation partielle de l'astreinte administrative est donc proposée.
- Plusieurs prescriptions réglementaires ne sont pas respectées sur les thématiques élimination des déchets dangereux, stockage de produits chimique, et contrôle des brides de fixation. Des mises en demeure sont proposées pour le non-respect de ces prescriptions.
- L'exploitant n'a pas pu démontrer que la capacité de rétention de son conteneur de stockage est suffisante, une action corrective est proposée sur ce point.
- L'exploitant n'a pas pu justifier la compatibilité des produits stockés dans le conteneur. Une demande de justificatif est proposée sur ce point.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Détection de glaces

Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 06/04/2023, article 3
Thème(s) : Risques accidentels, Risques
Prescription contrôlée : <div style="border: 1px solid black; padding: 10px; margin-top: 10px;"> <p>Prescription contrôlée :</p> <p><u>Article 3 de l'arrêté préfectoral de mise en demeure n°2023-DCAT-BEPE-86 du 6 avril 2023 :</u></p> <p>La société SEPE de Fresnes en Saulnois est mise en demeure de respecter, pour l'exploitation de ses installations situées à Fresnes-en-Saulnois, les prescriptions de l'article 25 de l'arrêté ministériel du 26 août 2011 modifié, dans un délai de 3 mois, qui lui impose l'installation d'un système permettant de détecter ou de réduire la formation de glace sur les pales des aérogénérateurs. L'exploitant peut également apporter la démonstration, notamment sur la base de données météorologiques ou de caractéristiques techniques que les installations ne sont pas susceptibles de générer un risque de projection de glace.</p> <p><u>Article 25 de l'arrêté ministériel du 26 août 2011 relatif aux installations de production d'électricité utilisant l'énergie mécanique du vent au sein d'une installation soumise à autorisation au titre de la rubrique 2980 de la législation des installations classées pour la protection de l'environnement :</u></p> <p>Chaque aérogénérateur est équipé d'un système permettant de détecter ou de déduire la formation de glace sur les pales de l'aérogénérateur.</p> <p>En cas de formation importante de glace, l'aérogénérateur est mis à l'arrêt [...].</p> <p>Lorsqu'un référentiel technique permettant de déterminer l'importance de glace forméenécessitant l'arrêt de l'aérogénérateur est reconnu par le ministre des installations classées, l'exploitant respecte les règles prévues par ce référentiel.</p> <p>Cet article n'est pas applicable aux installations pour lesquelles l'exploitant démontre, notamment sur la base de données météorologiques ou de caractéristiques techniques des aérogénérateurs, que l'installation n'est pas susceptible de générer un risque de projection de glace.</p> </div>
Constats :

Constats

Par arrêté n°2023-DCAT-BEPE-86 du 6 avril 2023, l'exploitant a été mis en demeure de mettre en place un dispositif de détection ou déduction de la formation de glace sur les éoliennes de son parc. Cette mise en demeure n'était pas respectée lors de la dernière visite du 15 mars 2024 et une astreinte administrative journalière de 200 € avait été prononcée à ce sujet, par arrêté n°2024-DCAT-BEPE-192 du 16 septembre 2024.

Lors de la visite du 30 janvier 2025, l'exploitant a présenté le dispositif de détection de glace installé sur 2 éoliennes de son parc. L'inspection a alors constaté que les éoliennes NX 80641, NX 80637, sont équipées chacune de 21 capteurs (7 par pale) de détection de glace.

Seulement deux éoliennes des cinq du parc sont équipées de ce système (les deux éoliennes aux extrémités du linéaire éolien). L'exploitant a déclaré à l'inspection qu'en cas de détection de glace sur l'une de ces éoliennes équipées, l'ensemble du parc est automatiquement mis à l'arrêt.

La prescription ministérielle impose que chaque aérogénérateur soit équipé d'un système permettant de détecter ou de déduire la formation de glace sur les pales de l'aérogénérateur, par conséquent, cette dernière n'est toujours pas respectée.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'inspection des installations classées propose à Monsieur le Préfet de liquider partiellement l'astreinte administrative en vigueur, étant donné que le respect des prescriptions de l'article 3 de l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 6 avril 2023 n'est pas démontré.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Astreinte

Proposition de délais : 0 jour

N° 2 : Consignes de sécurité

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 22 (partiel)

Thème(s) : Risques accidentels, risques

Prescription contrôlée :

Article 25 de l'arrêté ministériel du 26 août 2011 relatif aux installations de production d'électricité utilisant l'énergie mécanique du vent au sein d'une installation soumise à autorisation au titre de la rubrique 2980 de la législation des installations classées pour la protection de l'environnement :

[...]L'exploitant définit une procédure de redémarrage de l'aérogénérateur en cas d'arrêt automatique lié à la présence de glace sur les pales.

Cette procédure figure parmi les consignes de sécurité mentionnées à l'article 22 [...]

Article 22 de l'arrêté ministériel du 26 août 2011 relatif aux installations de production d'électricité utilisant l'énergie mécanique du vent au sein d'une installation soumise à autorisation au titre de la rubrique 2980 de la législation des installations classées pour la protection de

<p><u>l'environnement :</u></p> <p>Des consignes de sécurité sont établies et portées à la connaissance du personnel en charge de l'exploitation et de la maintenance.</p> <p>[...] Les consignes de sécurité indiquent également les mesures à mettre en œuvre afin de maintenir les installations en sécurité dans les situations suivantes : [...] conditions de gel [...].</p>
<p>Constats :</p> <p>Le jour de la visite, l'exploitant n'a pas été en capacité de présenter les consignes de sécurité de son site, dans des conditions de gel. Il a cependant transmis par courriel du 8 février 2025 les éléments ci-dessous :</p> <ul style="list-style-type: none"> • la description du protocole d'arrêt et de redémarrage des éoliennes en cas de glace (lorsque de la glace est détecté sur une des deux éoliennes équipées de détecteurs, cela induit l'arrêt automatique de l'ensemble des éoliennes du parc. Lorsque le gel n'est plus détecté, un redémarrage automatique de l'éolienne équipée et des autres éoliennes non équipées est enclenché) ; • un logigramme présentant ce protocole, à destination des opérateurs sur le terrain (personnel et prestataires extérieurs) ; • le plan de prévention dans lequel il est indiqué les consignes de sécurité par temps froid (par temps froid, prendre garde aux éventuelles chutes ou projections de glace, en particulier lors du redémarrage des éoliennes. Porter son casque dès la sortie du véhicule).
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 3 : Gestion des déchets dangereux

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 20 (partiel)</p>
<p>Thème(s) : Autre, Exploitation</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p><u>Article 20 de l'arrêté ministériel du 26 août 2011 relatif aux installations de production d'électricité utilisant l'énergie mécanique du vent au sein d'une installation soumise à autorisation au titre de la rubrique 2980 de la législation des installations classées pour la protection de l'environnement :</u></p> <p>L'exploitant élimine ou fait éliminer les déchets produits dans des conditions propres à garantir les intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement.</p> <p>Il s'assure que les installations utilisées pour cette élimination sont régulièrement autorisées à cet effet. [...]</p>
<p>Constats :</p> <p>L'inspection a constaté lors de la visite d'inspection qu'un conteneur fermé à clé est installé au pied de l'éolienne T1 - NX 80637. Ce conteneur dispose d'une rétention et permet de stocker les déchets suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Les aérosols ; - Les chiffons souillés ; - Les emballages souillés ; - Le liquide de refroidissement ;

<p>- Les huiles usées (code déchet 130113*) ;</p> <p>- les DIB.</p> <p>Sur déclaration de l'exploitant, les déchets sont récupérés par la société Colleco. Cependant, l'exploitant a indiqué que le conteneur n'a pas été vidé depuis plus d'un mois. Lors de l'inspection du 15 mars 2024 l'exploitant s'était engagé à ne stocker ses déchets que pendant une période de 2 à 3 semaines dans le conteneur.</p> <p>De plus l'exploitant n'a pas été en capacité de fournir les bordereaux d'enlèvements des déchets sur les 6 derniers mois.</p> <p>Pour rappel conformément à l'article R. 543-5 du code de l'environnement, toute collecte d'huiles usagées doit faire l'objet du bordereau mentionné à l'article R. 541-45 du code de l'environnement.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'inspection des installations classées propose à Monsieur le Préfet de mettre en demeure l'exploitant de respecter les prescriptions sur la gestion de ses déchets.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Mise en demeure, déchets</p>
<p>Proposition de délais : 3 mois</p>

N° 4 : Capacité de rétention

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article art 25-I</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, risques</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p><u>Article 25-I de l'arrêté du 04/10/10 relatif à la prévention des risques accidentels au sein des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation</u></p> <p>Tout stockage d'un liquide susceptible de créer une pollution des eaux ou des sols est associé à une capacité de rétention dont le volume est au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes :- 100 % de la capacité du plus grand réservoir « ou récipient associé » ;- 50 % de la capacité totale des réservoirs associés « ou récipients associés ». Cette disposition n'est pas applicable aux bassins de traitement des eaux résiduaires. Pour les stockages de récipients mobiles de capacité unitaire inférieure ou égale à 250 litres, la capacité de rétention est au moins égale à :- dans le cas de liquides inflammables ou de liquides combustibles de point éclair compris entre 60° C et 93° C, 50 % de la capacité totale des « récipients » ;- dans les autres cas, 20 % de la capacité totale des « récipients » ;- dans tous les cas, 800 litres au minimum ou égale à la capacité totale lorsque celle-ci est inférieure à 800 litres.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'inspection a constaté la présence de produits liquides au sein du conteneur fermé, au pied de l'éolienne T1 - NX 80637.</p> <p>L'inspection a constaté que les produits liquides stockés dans le conteneur sont placés sur rétention, cependant celle-ci ne semble pas adapté aux quantités stockées. L'exploitant a déclaré ne pas pouvoir renseigner l'inspection sur la capacité de rétention disponible, mais a confirmé que cette dernière était sous-dimensionnée.</p>

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :
Il est demandé à l'exploitant d'identifier sous 1 mois la nature des produits stockés, et leur volume, afin de s'assurer que la capacité de rétention du local est suffisante. A défaut, il est demandé à l'exploitant de mettre en œuvre toute action corrective permettant le respect de la prescription sus-visée.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 1 mois

N° 5 : Gestion des produits stockés

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 25-II (partiel) et 49 (partiel)
Thème(s) : Risques accidentels, risques
Prescription contrôlée : <u>Article 25-II de l'arrêté ministériel du 04/10/10 relatif à la prévention des risques accidentels au sein des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation.</u> [...] Les réservoirs ou récipients contenant des produits incompatibles ne sont pas associés à une même rétention. <u>Article 49 partiel de l'arrêté ministériel du 04/10/2010, relatif à la prévention des risques accidentels au sein des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation.</u> [...] L'exploitant tient à jour un état des matières stockées, y compris les matières combustibles non dangereuses ou ne relevant pas d'un classement au titre de la nomenclature des installations classées [...] L'exploitant dispose, avant réception des matières, des fiches de données de sécurité pour les matières dangereuses, prévues dans le code du travail lorsqu'elles existent ou tout autre document équivalent [...]
Constats : L'exploitant n'a pas été en capacité de fournir un état des produits stockés, ainsi que les fiches de données de sécurité associées. Une quarantaine de bidons de 20 litres ou plus, pleins, étaient stockés avec les mentions "huiles" ou "produits nettoyants" ou n'ont pas pu être identifiés. L'inspection a de plus constaté qu'un bidon identifié «produit nettoyant» avait le pictogramme corrosif et était posé sur un autre bidon, non identifié. L'exploitant a indiqué que le bidon noté « produit nettoyant » contenait en réalité de l'huile. L'inspection a donc constaté, le jour de la visite, qu'en l'absence d'identification des produits stockés et en l'absence de connaissance des fiches de données de sécurité associées, les mesures appropriées (stockage de produits incompatibles sur rétentions séparées) visant à assurer une maîtrise valable des risques n'étaient pas assurées.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'inspection propose à Monsieur le Préfet de mettre en demeure l'exploitant de mettre à jour sous 3 mois l'état des stocks de son local déchets, et de fournir les fiches de sécurité des produits stockés. L'inspection demande à l'exploitant sous 3 mois de justifier la compatibilité des produits stockés sur une même rétention, au sein de son local déchets.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant, Mise en demeure, produits chimiques
Proposition de délais : 3 mois

N° 6 : Contrôle des brides de fixation

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 18-I (partiel)
Thème(s) : Risques accidentels, risques
Prescription contrôlée : <u>Article 18-I. de l'arrêté ministériel du 26 août 2011 relatif aux installations de production d'électricité utilisant l'énergie mécanique du vent au sein d'une installation soumise à autorisation au titre de la rubrique 2980 de la législation des installations classées pour la protection de l'environnement :</u> [...] suivant une périodicité qui ne peut excéder trois ans, l'exploitant procède à un contrôle des brides de fixations, des brides de mât [...] Le contrôle de l'ensemble des brides et des fixations de chaque aérogénérateur peut être lissé sur trois ans tant que chaque bride respecte la périodicité de trois ans.
Constats : L'inspection a procédé à un contrôle aléatoire des brides de fixation et a constaté qu'au moins 6 brides de fixation étaient corrodées sur les éoliennes NX 80637 et NX 80638. De plus il a été constaté, sur la dizaine de brides contrôlées sur deux éoliennes, qu'aucun marquage d'évolution du serrage des brides n'était apposé sur ces dernières. L'exploitant n'était pas en capacité de préciser la date du dernier contrôle des brides. Par courriel du 8 février 2025, l'exploitant a transmis les rapports de contrôle des brides 2022, 2023, 2024. Le contrôle des brides instrumentée est réalisé tous les 5 ans. Il a été effectué en 2022 pour les 5 aérogénérateurs. Néanmoins le protocole de maintenance précise que lors de cette maintenance instrumentée (maintenance de type 4 de leur procédure) seuls 10 % des boulons d'ancrage sont vérifiés. La procédure de maintenance indique qu'un contrôle visuel est réalisé tous les ans, sans précision sur le taux de brides contrôlées. Ce contrôle n'a pas été réalisé en 2023 et 2024. L'exploitant s'est engagé dans la mesure où un écart à la conformité du parc est constaté, à réaliser, de manière préventive, un resserrage de toutes les brides de fixations des fondations au premier semestre 2025, ainsi qu'un nouveau marquage de contrôle du serrage des brides.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'inspection propose à Monsieur le Préfet de mettre en demeure l'exploitant de respecter sous 3 mois les modalités de contrôle des brides de fixations de ses installations.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription
Proposition de délais : 3 mois